# ASSEMBLÉE NATIONALE

17ème législature

## Situation de la sidérurgie

Question au Gouvernement n° 519

### Texte de la question

SITUATION DE LA SIDÉRURGIE

**Mme la présidente .** La parole est à M. Paul Christophe.

**M. Paul Christophe .** Les salariés de la sidérurgie, les dockers et tous les habitants du dunkerquois sont inquiets de l'avenir d'un fleuron de notre économie, ArcelorMittal, et de son usine de sidérurgie. Plus de 10 000 emplois directs et indirects sont aujourd'hui menacés. Quel est l'avenir de cette activité alors que le groupe vient d'annoncer la suspension de son projet de décarbonation et une délocalisation partielle des fonctions support ?

Ce projet titanesque de décarbonation est une chance immense que notre territoire ne doit pas laisser passer. Il représente un investissement de 1,8 milliard d'euros, dont 850 millions de soutien de l'État, et vise à construire la filière de l'acier vert de demain.

Cependant, la sidérurgie européenne est en crise. Le niveau de la demande et des prix remet en cause cet investissement. Nous ne voulons pas que nos usines ferment faute de réaction politique rapide. Nous devons protéger l'acier français et européen. Je salue au passage la mobilisation de Patrice Vergriete, président de la communauté urbaine de Dunkerque, sur ce dossier.

Pour décarboner notre acier, il nous faut un prix de l'hydrogène adapté et une tarification de l'électricité soutenable. Nous devons apporter une réponse à la concurrence internationale qui vient directement menacer notre souveraineté industrielle.

Sans décarbonation, il n'y a pas d'avenir pour la production d'acier en France. Aussi, quelle stratégie entendez-vous défendre en matière de tarification de l'hydrogène et de l'électricité ? Comment la France compte-t-elle s'investir dans le plan d'urgence européen pour la sidérurgie, annoncé depuis plusieurs semaines, attendu par la filière et nécessaire au soutien des efforts de décarbonation ? *(Applaudissements sur les bancs du groupe HOR et sur quelques bancs du groupe EPR.)*

**Mme la présidente .** La parole est à M. le premier ministre, chargé de la planification écologique et énergétique.

**M. François Bayrou,** *premier ministre, chargé de la planification écologique et énergétique .* Vous avez énoncé ce qui est, pour ainsi dire, une loi ancienne de l'économie sur notre planète : sans acier, pas d'industrie, ni d'automobile, ni d'industrie de défense. Cette affirmation si profonde et si juste se heurte à un contexte de désordre mondial : d'un côté, de l'acier produit selon une démarche de dumping, c'est-à-dire un effondrement artificiel des prix qui représente pour nous une menace, de l'autre, l'annonce de droits de douane qui constituent une atteinte insupportable à une concurrence équilibrée et juste.

Face à cette situation, vous l'avez indiqué, le gouvernement a accordé à ArcelorMittal une subvention de 850 millions afin que le groupe s'inscrive dans une démarche, nouvelle et efficace, de verdissement de la production d'acier.

Cependant, les mesures les plus importantes qu'il faut prendre en la matière portent sur l'hydrogène d'un côté et sur les prix de l'électricité de l'autre, les deux étant forcément liés. À cet égard, le gouvernement a la certitude que nous devons produire de l'électricité en abondance…

**Mme Marine Le Pen .** Ah !

**M. François Bayrou,** *premier ministre .* … et à des prix suffisamment élevés pour que notre industrie assume sa fonction et trouve son plein développement. Le gouvernement est totalement convaincu qu'il faut agir dans ce sens. Vous savez que nous avons relancé une grande politique de construction de centrales de production d'électricité nucléaire, un chantier essentiel à nos yeux.

**M. Jean-Philippe Tanguy .** Rien n'est construit !

**M. François Bayrou,** *premier ministre .* Nous choisissons le moment de leur livraison et le coût de ces centrales. Or, tout le monde l'a dit à juste titre sur ces bancs, nous devons tenir compte d'une donnée absolument essentielle : les prix de l'électricité. Les décisions prises récemment permettent de faire entendre la volonté nationale du gouvernement en matière d'électricité et de prix de l'énergie. *(Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe Dem – Mme Danielle Brulebois applaudit également.)*

## Données clés

**Auteur :** M. Paul Christophe
**Circonscription :** Nord (14e circonscription) - Horizons & Indépendants
**Type de question :** Question au Gouvernement
**Numéro de la question :** 519
**Rubrique :** Industrie
**Ministère interrogé :** Premier ministre
**Ministère attributaire :** Premier ministre

## Date(s) clée(s)

**Question publiée le :** 26 mars 2025
La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le 26 mars 2025